



ACTION PUBLIQUE

EXÉCUTIF

PARLEMENT

La cellule Tolérance zéro du Quai d'Orsay dans le viseur des sénateurs

Des parlementaires des Français de l'étranger ont écrit à Catherine Colonna pour s'inquiéter du climat social au consulat général de France à Toronto, révélé par La Lettre A. Derrière cette affaire qui prend un tournant politique, la cellule du Quai d'Orsay chargée de recevoir les signalements cristallise les critiques.

Trois sénateurs de gauche et de droite, représentants des Français de l'étranger, s'alarment de la situation au consulat de Toronto (LLA du 06/01/23), avec en toile de fond le fonctionnement de la cellule Tolérance zéro du Quai d'Orsay, chargée de centraliser les signalements pour harcèlement. Les répercussions des plaintes contre le consul **Tudor Alexis**, dont *La Lettre A* s'est fait l'écho, prennent un tournant de plus en plus politique.

Le 20 février, le sénateur socialiste **Yan Chantrel** - par ailleurs président du groupe d'amitié France-Canada - a écrit à **Catherine Colonna**, préoccupé par "*le climat délétère qui règne au sein du consulat général de France à Toronto*". Il s'étonne qu'"*aucune suite n'a été donnée aux autres signalements effectués auprès de la cellule Tolérance zéro*", faisant référence aux cinq plaintes de femmes pour des faits de harcèlement moral contre Tudor Alexis.

LE FONCTIONNEMENT DE LA CELLULE REMIS EN CAUSE

C'est en substance ce que pointe également la sénatrice **Les Républicains** (LR), **Evelyne Renaud-Garabedian**, dans une question écrite du 16 février 2023, posée à la

ministre des affaires étrangères. Elle remet en cause notamment la "*mutation d'agents qui ont dénoncé des comportements ou agissements délétères (...) qui n'est pas sans effet sur les carrières des personnes concernées et peut dissuader des agents de saisir la cellule*". L'élue demande à la ministre un bilan de la structure et si une évolution de son fonctionnement et de ses pratiques est envisagée. Plusieurs syndicats du ministère critiquent, depuis des mois, l'impuissance de la cellule, qui peut se retourner contre les plaignants.

Enfin, la sénatrice écologiste **Mélanie Vogel** s'est, elle-aussi, emparée du sujet pour interpeller **Cédric Prieto**, chef du service des Français de l'étranger au Quai, et son ministre de tutelle **Olivier Becht**. Dans la foulée, la parlementaire organisera en mars une table ronde sur le fonctionnement de la cellule, où seront conviés avocats et élus. La situation au Canada y sera évoquée.

ALERTES SUR LE CONSULAT À QUÉBEC

D'autant que le consulat de France à Québec connaît une situation similaire à celui de Toronto. Plusieurs signalements pour harcèlement moral ont été remontés à la cellule Tolérance zéro contre le consul **Frédéric**

Sanchez, nommé en juillet 2019 par **Emmanuel Macron**. Quatre conseillers de l'Assemblée des Français de l'étranger (AFE) avaient exprimé leur *"vive inquiétude"*, dans un courrier d'avril 2022, à **Laurence Haguenauer**, directrice des Français à l'étranger et de l'administration consulaire (DFAE) et ancienne consule générale au Québec.

Ils pointent la multiplication d'arrêts maladie et les *"comportements vexatoires du consul général"*, qui se traduisent par *"des sanctions injustifiées"* et *"des tentatives assumées d'isolement"*. *"Il semblerait que les femmes soient tout particulièrement touchées"*, concluent les élus de l'AFE. Neuf d'entre eux sont

revenus à la charge en octobre 2022 auprès de Catherine Colonna. La mission de Frédéric Sanchez a pourtant été prolongée d'un an jusqu'à l'été 2023.

Face à cette situation, le quai d'Orsay n'est cependant pas resté inactif. Trois agents du ministère ont été dépêchés depuis Paris à Québec pour une inspection fin 2022. Ils ont été missionnés par **Kareen Rispal**, cheffe de l'inspection générale du Quai et ancienne ambassadrice de France au Canada, au moment des premiers signalements. La DRH du ministère, **Agnès Romatet-Espagne**, s'est rendue quant à elle au Canada ce mois-ci pour une visite éclair.

Maël Jouan

LOBBYING ELYSÉE-MATIGNON

Unibail-Rodamco tisse sa toile dans les réseaux macronistes

Actuellement responsable des affaires publiques de **France 2023**, le groupement d'intérêt public chargé de la préparation de la Coupe du monde de rugby, **Tanguy Hergibo** quitte l'univers sportif pour l'immobilier commercial. A compter du mois de mars, il sera le bras droit d'**Aigline de Ginestous**, la directrice des relations institutionnelles du groupe **Unibail-Rodamco-Westfield** (URW). Son rôle consistera notamment à surveiller l'impact des travaux parlementaires concernant la transition écologique et environnementale, la fiscalité et les normes applicables, et aussi de se tenir à l'écoute des maires. Avec ce recrutement d'un ex-collaborateur du sénateur **François Patriat**, le groupe international coté au CAC 40 - dont **Xavier Niel** détient 23,4 % du capital - renforce ses liens avec des proches d'**Emmanuel Macron**.

Aigline de Ginestous fait en effet partie des marcheurs de la première heure. Banquière de profession, spécialiste des fusions et acquisitions chez **Lehman Brothers**, puis **Rothschild**, elle avait supervisé la levée de fonds d'**En marche** pour les législatives de 2017, avant d'enchaîner plusieurs postes à Bercy auprès d'**Agnès Pannier-Runacher**.

Avant elle, au sein du groupe Unibail, **Benjamin Griveaux** avait été chargé de la direction de la communication et des relations institutionnelles en 2014, avant d'être nommé porte-parole d'En marche en 2016, puis du gouvernement en 2017. Autre exemple : avant de se lancer dans la politique et d'être élue députée **Renaissance**, **Astrid Panosyan-Bouvet** assumait la fonction de directrice générale des fonctions centrales